

<http://pierre-alainmillet.fr/L-adjoint-macroniste-de-Boumertit-se-lache-contre-le>



L'adjoint macroniste de Boumertit se lache contre le service public du SITIVâ€¦

- Interventions - Conseil Municipal -



Date de mise en ligne : mercredi 7 octobre 2026

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

L'adjoint macroniste du maire LFI de Vénissieux, monsieur Ben Khelifa, a laissé s'exprimer violemment sa hargne contre l'histoire de la ville en attaquant un service public sans jamais rien en dire, méprisant avec arrogance ses 34 fonctionnaires et agents. Il devait présenter le rapport annuel 2024 et 2025 du SITIV, le syndicat intercommunal des technologiques de l'information pour les villes, un syndicat ancien, créé en 1972, mais qui a connu toutes les transformations successives de l'informatique pour devenir une référence nationale des Services Numériques de collectivités, ce que montrait avec force ces rapports.

Le rapport 2024 faisait 45 pages, le rapport 2025 53 pages, mais il n'en a pas dit un seul mot. Ce sont des documents très riches sur les activités du SITIV, sur les infrastructures, la cybersécurité, les applications, l'accompagnement des services, les engagements de service auprès des communes,

Mais il n'a rien dit des 22 actions sur les systèmes d'information présentées du rapport 2024, rien sur le portail collaboratif, la formation en ligne, l'intelligence artificielle, le courrier, les applications concernant la population, la petite enfance, l'action sociale, les finances, les ressources humaines, la vie de l'institution, les services techniques, la gestion des salles et ressources, les outils de dématérialisation, la relation citoyen, la gestion des incidents, le RGPD, le numérique responsable, l'accessibilité,

Il n'a rien dit des actions du service hébergement, cybersécurité (6 actions), l'infrastructure physique et virtuelle, les hyperviseurs et les stockage objets,

Il n'a rien dit des actions en liens avec les communes, de la gestion des demandes, de la qualité de service avec de nombreux graphiques, de la formation,

Il n'a rien dit du développement rapide notamment en 2025 des outils d'intelligence artificielle pour les collectivités, mais aussi des études sur des solutions de téléphonie libre,

Non, il n'y a que deux sujet qui l'intéressent, ne pas avoir eu de place de vice-président et la recherche désespérée d'arguments pour attaquer l'ancienne majorité et les présidences successives que j'ai assuré de ce syndicat. [1]

Il commence par dénoncer la création du SITIV par les villes communistes [2]. C'est une histoire ancienne, car depuis 2014 notamment, les villes communistes sont largement minoritaires au SITIV qui s'est agrandi avec des villes de gauche non communiste, et continue à s'ouvrir à d'autres collectivités indépendamment de leur couleur politique, sur le seul intérêt d'un outil technique de grande qualité qui permet de sortir de la dépendance aux grands acteurs mondiaux de type Microsoft, et donc de maîtriser les dépenses informatiques tout en garantissant la sécurité et l'efficacité des systèmes. Bref, le SITIV a certes été créé dans un autre contexte politique, mais sur un projet technique qui a fait sa force, et il n'a plus rien d'un outil politique. C'était ma ligne de conduite comme président, permettre à toutes les communes de participer à égalité à sa gouvernance.

Depuis au moins une décennie, tous les élus locaux, tous les fonctionnaires concernés par la place croissante du numérique savent qu'aucune commune ne peut s'en sortir seule. La « mutualisation »

est indispensable, même Vénissieux malgré sa taille, ne peut trouver les compétences en cybersécurité, intelligence artificielle, infrastructures virtuelles, à la hauteur de ses besoins. Cette mutualisation peut se faire avec le privé, mais ceux qui veulent une réponse publique savent que la bonne solution est un syndicat intercommunal, parce-que c'est la forme de mutualisation de statut public qui respecte les communes

Il ne sait rien du fonctionnement du SITIV mais dénonce avec violence :

nous travaillons à ce que Vénissieux soit respectée à sa juste valeur et considérée à sa juste place. À ce jour, nous payons sans que le SITIV s'engage réellement à autre chose qu'à développer des outils numériques, sans contrainte de temps ni contrainte financière. Cela doit changer.

Il peut légitimement critiquer une gouvernance qui exclut les villes de gauche après les élections municipales, mais il attaque non pas la gouvernance, mais le syndicat lui-même !

« **Sans contrainte de temps ni financières ?** » Ce serait une plaisanterie, elle ne serait pas drôle ! Mais c'est une accusation mensongère et méprisante pour la direction du SITIV qui organise chaque année un long et difficile travail avec les directions des villes pour construire un budget du SITIV partagé, travail reposant sur des consignes générales de maîtrise des dépenses des maires. Et ce travail a permis que le budget soit voté ces dernières années à l'unanimité, indépendamment des couleurs politiques des élus. Les éléments financiers des rapports montrent d'ailleurs que les dépenses mutualisées du SITIV ont évoluées depuis 10 ans moins vite que les recettes des villes

Et c'est un mépris indécent pour les 34 agents du SITIV qui connaissent bien aux contraire les contraintes de temps et de délai !

Et c'est une faute politique majeure contre le service public et ses agents ! Une faute peu étonnante de la part d'un macroniste mais qui se retrouve à utiliser l'orientation de la métropole de droite réfléchissant à remettre en cause la plateforme Territoires Numériques Ouvert fondée sur des logiciels libres au profit de Microsoft, avec en prévision des dépenses en forte hausse [3]. C'est en répondant à l'intervention de Aurélien Scandolaro, évoquant lui au contraire les activités du SITIV dont notamment cette plateforme Territoires Numériques Ouvert, que cet adjoint macroniste se place du côté de la métropole de droite avec hargne :

quand vous parlez du TNO "territoire numérique ouvert", en fait la métropole réfléchit à en sortir. Vous voyez, ce n'est pas une super bonne idée, le SITIV "mais bon, on en rediscutera, puisqu'il y aura un audit financier, et là les chiffres vont parler : on verra si cet outil était vraiment utile à Vénissieux, ou si c'était juste un gadget parmi tant d'autres pour faire vivre les uns et les autres

« **Un gadget ?** » avec 34 agents ? qui gère 447 serveurs virtualisés actifs dans deux centres d'hébergement différents plus un de sauvegarde pour garantir la redondance de sécurité, dont 186 mutualisés pour toutes les villes et 25 spécifiques à Vénissieux ? serveurs qui représentent, tenez-vous bien, 5210 Go de mémoire vive et 172 667 Go de stockage ! qui a géré en 2025, il suffisait de lire les rapports, 4 524 visio-conférences d'agents des collectivités, plus de 10 000 agents actifs dans la messagerie instantanée Watcha ? près de 12 000 agents stockant plus de 260 000 fichiers dans le stockage partagé nextcloud ? 300 utilisateurs réguliers de la plateforme IA du SITIV ?

Un « **gadget** » qui a été certifié ISO27001, la norme internationale la plus reconnue pour les systèmes de management de la sécurité de l'information, a obtenu le niveau 5 du label Territoire Numérique Libre, met en œuvre le référentiel ITIL le plus reconnu mondialement en termes d'organisation des services informatiques, et a obtenu récemment le Certificat de Connaissance Numérique Responsableâ€

Ce monsieur est une honte pour l'équipe de Idir Boumertit. Son anticommunisme forcené [4] le conduit à un mépris des agents qui devrait faire réagir les syndicats de fonctionnaires ! Monsieur Boumertit doit prendre la défense de ce service public et de ses agents, et travailler intelligemment avec tous pour redonner sa place légitime à la ville de Vénissieux. Je lui suggère une solution positive, associer la ville de Saint-Fons, isolée au plan informatique depuis la fin d'un autre syndicat informatique de Feyzin, ce qui rééquilibrerait au plan politique le SITIV. Et de toute façon, il doit affirmer clairement le choix de la ville de défendre la mutualisation intercommunale, le choix des solutions libres, souveraines, accessibles, responsables, inclusives. Idir Boumertit s'est tiré une balle dans le pied avec ce personnage, il doit le remettre à sa place ! Sa première adjointe, Monia Benaissa a toutes les compétences professionnelles pour comprendre la richesse des activités du SITIV.

Intervention de Aurélien Scandolara pour le groupe Unir, Résister, Agir

Merci, monsieur le Maire. Je trouve l'ambiance relativement tendue, tout de même...

Ce rapport est une nouvelle fois l'occasion, je suis désolé monsieur Boumertit, de se féliciter d'une longue histoire de notre ville.

Quand le SITIV est créé en 1972, l'informatique arrivait à peine dans les communes, les communistes toujours à la pointe de la modernité ont compris qu'il fallait trouver des compétences et mutualiser des outils. C'est un directeur informatique de l'entreprise RVI qui est sollicité par Marcel Houel pour créer un centre de calcul, qui deviendra 20 ans plus tard le SITIV.

Le SITIV a donc une longue histoire, débutée à l'ère des bandes magnétiques et des ordinateurs Bull refroidis par eau, et qui s'est transformé à chaque étape technologique, des ordinateurs de bureau, des réseaux, d'internet, jusqu'à plus récemment l'intelligence artificielle que des centaines de nos agents utilisent au quotidien.

Bien sûr, le contexte politique a changé et nous avons montré qu'il était possible de faire fonctionner un outil commun avec des villes de diverses couleurs politiques, c'est une grande réussite malgré les tensions suite à l'annulation de l'élection en 2014. Non seulement le SITIV a surmonté ces difficultés, mais il est devenu une référence, un acteur reconnu dans toute la métropole et même nationalement, comme un opérateur de services numériques publics majeur.

Retenu dans l'appel à projet France Relance avec un financement de 2 millions d'euros, le SITIV avec la métropole et la ville de Lyon a créé et exploite depuis la plateforme territoires numériques ouverts que des dizaines de collectivités de toute la région regardent avec intérêt.

Certes, la situation actuelle est difficile. Jamais les besoins d'investissements dans la formation de tous les agents n'avaient été aussi forts, jamais les enjeux de cybersécurité comme de souveraineté n'ont été aussi majeurs. Pourtant le basculement politique de la métropole à droite pourrait mettre en péril l'acquis que représente cette plateforme Territoires Numériques Ouverts.

Les pressions des grands acteurs privés, Microsoft en tête, sont fortes pour mettre en cause le choix fondateur des logiciels libres et d'une plateforme ouverte, souveraine, sécurisée, accessible

Malgré la majorité de droite du SITIV, ce syndicat reste une chance pour la ville, les agents, les partenaires. Il faut tout faire pour le préserver, et défendre ses choix contre la privatisation sous l'égide des GAFAM que certains envisagent. Comme pour les réseaux énergétiques gérés par le SIGERLY, Vénissieux doit jouer tout son rôle dans un service public intercommunal clé de la modernisation continue de notre ville.

[1] j'étais lors des mes premiers mandats le seul informaticien des équipes d'André Gerin, qui m'a donc naturellement confié le suivi de ce syndicat et je connais donc bien [son histoire](#)

[2] à ce compte-là, il peut dénoncer beaucoup de choses à Vénissieux et en France en général, tout ce que les communistes ont créé, pourquoi pas la SECU ?

[3] c'est pour cela que la plateforme exploitée par le SITIV sera sans doute finalement conservée par la métropole qui doit quand même faire attention à son budget, elle aussi, même si certains nouveaux élus ne jurent que par les solutions US privées

[4] On savait que l'adjoint macroniste du maire LFI de Vénissieux développait un anticommunisme forcené très primaire. Quand il avait tenté de prendre la ville en 2014 avec le soutien de Gérard Collomb, son slogan était révélateur « *80 ans de communisme, ça suffit* », il disait encore porter une alternative de gauche. Nouvelle tentative en 2015 après l'annulation. Mais comme Gérard Collomb était un des inventeurs du macronisme, il a oublié la gauche et s'est retrouvé avec le député macroniste pour tenter une troisième fois de prendre la ville, avec de gros moyens et la même agressivité populiste et violente, lui qui se voulait l'Obama des banlieues